

# Vandervelde, le « Patron » socialiste disparu à temps

Il y a quatre-vingts ans, ce tout grand format du socialisme belge passait l'arme à gauche. Témoin navré d'une droitisation du Parti ouvrier qu'il renonçait alors à vouloir présider davantage.

PAR PIERRE HAVAUX

La mort l'enlève le 27 décembre 1938, à un mois de ses 73 printemps. Quarante-huit heures plus tôt, jour de Noël, il s'était encore détendu au cinéma. « Il était en pleine force. Il riait beaucoup de la grosse farce américaine qui passait sur l'écran. Le soir même, la foudre le frappait brusquement », témoignera son compagnon de route, Louis de Brouckère. Emile Vandervelde n'est plus et c'est un monument du socialisme belge qui s'écroule. Les adieux que lui réserve le monde du travail seront hollywoodiens.

Au sommet du Parti ouvrier belge (POB), on a fait preuve d'une remarquable sobriété en encaissant le décès de son leader historique. Face aux pontes réunis dare-dare en bureau de parti, le président deséance a observé le service minimum : « Je vous propose de nous lever. Je ne prononcerai pas de discours. La parole est au secrétaire. » Et l'heure est à régler les mille et un détails des funérailles.

S'en aller ainsi sans crier gare, une avant-veille de Nouvel An : Emile Vandervelde ne facilite pas la tâche des camarades, lui qui de son vivant s'était déjà mis à leur compliquer l'existence. Le 3 octobre, en bureau de parti, il venait d'ailleurs de leur signifier son retrait. « Ce moment est arrivé, quand on constate qu'on n'est plus d'accord avec les hommes de la génération qui suit. Je vous dis que je ne demanderai pas le renouvellement de mon mandat de membre du Bureau. » A croire que le message, consigné au PV, a eu du mal à être reçu : Vandervelde s'y est repris à trois fois pour annoncer qu'il tirait sa révérence.

« Le coup de la démission », basta !

Epilogue d'un divorce consommé à la tête d'une gauche qui se déchire à propos de l'Espagne en voie de franquisation. La passivité des socialistes au gouvernement, singulièrement de Paul-Henri Spaak aux Affaires étrangères, heurte profondément l'ardent partisan de la cause des républicains qu'est Vandervelde. Rien ne va plus entre « le vieux » et les jeunes loups du parti, le vice-président Henri de Man et Spaak. « Vandervelde se sentait le dépositaire d'un parti dont il était devenu le président minoritaire », explique le politologue Pascal Delwit (ULB). Il peine à reconnaître son POB dans sa droitisation sur fond de bruit de bottes en Europe, il refuse de le suivre dans la tentation autoritaire que lui imprime de Man.

« Je resterai au parti jusqu'à la mort », a certes (r)assuré Vandervelde. Fausse sortie ? Certains barons le soupçonnent et l'un d'eux, Arthur Wauters, prend les

paris : « Malgré ce qu'il a déclaré, le Patron, qui est arrivé à un âge qui aime ce genre de démonstrations, n'aime pas de s'en aller. » Plusieurs s'en irritent, Spaak en premier, qui fait savoir qu'il refusera « d'être mis, dorénavant, sous la menace constante de la démission du Patron. → chaque fois que nous ferons quelque chose qui ne lui plaît pas. Il ne nous fera pas le coup de la démission toutes les semaines [...]. » En haut lieu, on compte bien le faire revenir sur sa décision, pour au moins épargner au parti de se donner en spectacle. Mais « pas question d'accepter un président qui pose ses conditions. »

On ne prend pas congé sans ménagements du « Patron » avec un grand P, comme on le surhomme, d'abord par défaut puisque le POB n'adopte la fonction présidentielle qu'en 1933, aussi par affection ou respect pour l'immensité de l'œuvre accomplie. Vandervelde est l'homme qui a conduit le POB à la victoire, qui l'a hissé au pouvoir, qui l'a rendu fréquentable et soluble dans le biotope bourgeois. Celui qui est aussi l'inspirateur de son bréviaire, la charte de Quaregnon adoptée en 1894, l'année où cet intellectuel de la bourgeoisie bruxelloise est allé décrocher son premier siège de député au pays de Charleroi.

**Pragmatique devant l'Éternel**

Les socialistes avaient trouvé en lui un chef de tribu pour les guider sur le sentier de la guerre, dans la longue marche qui a mené au suffrage universel et aux conquêtes sociales. « Il a su rapidement s'imposer comme penseur et homme-orchestre, émerger par sa capacité de synthèse et de compromis », prolonge Pascal Delwit. C'est le défaut que s'attribue Vandervelde : « pousser la conciliation à son extrême limite ». C'est la qua-

lité qui le rend incontournable entre « radicaux » et « modérés », « rêveurs » et « réalistes », entre lesquels le cœur du POB ne cesse de balancer. « Il y a du Jaurès dans ce "rassembleur", la puissance volcanique en moins. Une pointe d'académisme en plus », a écrit de lui l'historien marxiste Marcel Liebman, pour qui « c'est le même homme qui appelle à la révolte et à la paix sociale » (1). Le même qui, de pacifiste généreux, se convertit en tribun des tranchées durant la Grande Guerre, jusqu'à s'offusquer d'entendre les soldats-prolétaires de l'Yser, qu'il va haranguer sur le front, entonner l'hymne de l'Internationale dont il est le président. De son expérience gouvernementale (ministre à quatre reprises pendant plus de onze ans, de 1914 à 1937), il tire cette belle leçon de lucidité : « Il est plus facile de faire des socialistes ministres que d'être et de rester des ministres socialistes dans un gouvernement de compromis et de trêve. »

Ce myope à l'inamovible binocle voyait loin. Il a su rendre le socialisme du possible séduisant, à défaut d'exaltant. Mais le socialisme des années 1930 est en crise dans une Europe gagnée par la montée des extrêmes. Et Vandervelde sent le sol se dérober sous ses pieds : « Ce qui nous tue, c'est que nous sommes impuissants

contre la crise économique. » Le moment qu'il pressentait douloureusement est arrivé : « Dans un parti, il y a toujours des sincères et des malins. Tout va bien aussi longtemps que ceux-ci ne découragent pas ceux-là. » La jeune garde rêve d'écarter le « Patron » décidément trop vieux, trop sourd, trop démodé, que sa « conscience » lasse et agace. Le 30 novembre, il a encore pris la parole en bureau de parti. « Je vous le dis avec une

angoisse infinie, j'ai peur vraiment de ce que certains des nôtres demandent au Parti. [...] Vous comprenez bien que dans le Parti ce n'est pas après avoir milité pendant cinquante ans et plus que l'on s'en va, que l'on passe dans un autre camp, mais dans le Parti à quelque rang que je sois, je resterai fidèle à moi-même et jusqu'au bout, en espérant dans les générations jeunes qui viennent [...] »

C'est toujours en président du POB que Vandervelde s'éteint. La mort le délivre de la vision d'un parti que son successeur, Henri de Man, vouera à la dissolution après la défaite de mai 1940 pour mieux céder aux sirènes de l'Ordre nouveau. **V**

(1) *Les socialistes belges 1885 - 1914*, par Marcel Liebman, éd. Couleur livres, 2017. Source : Procès-verbaux des bureaux du POB 1938 (AMSAB-ISG).

## « Comme Vandervelde ! », jusqu'à la fin ?

Le PS est comme obsédé par la figure mythique de Vandervelde, et Elio Di Rupo se verrait bien, comme son prédécesseur, entrer dans la légende socialiste.

Mais depuis qu'il a annoncé abruptement sa candidature aux élections législatives, c'est de plus en plus fort que certains des siens le comparent plutôt à Mugabe ou Bouteflika qu'au « Patron »...

PAR NICOLAS DE DECKER

**A**u boulevard de l'Empereur, un bureau de parti, un lundi de juillet 2014. Elio Di Rupo est encore Premier ministre mais plus pour longtemps. Le parti qu'il préside depuis 1999 sera bientôt dans l'opposition fédérale, et Paul Magnette, qui s'apprête à devenir ministre-président wallon, rend à Elio Di Rupo les clés d'un bureau présidentiel que le Carolo-régien n'aura pas fait mine de déranger, en une année et demie d'intérim. Il a trouvé un cadeau pour son président. Enfin, c'est Charles Picqué, qui l'avait retrouvé, au fond, paraît-il, d'une vieille caisse, à la Maison du peuple de Saint-Gilles, avait expliqué *La Libre*. Ce cadeau, c'est un chapeau.

Ce chapeau, c'était celui d'Emile Vandervelde, c'était celui du « Patron ». « Elio, tu es le Patron », dit alors Paul Magnette à Elio Di Rupo, ému, qui promet de mettre la relique sous verre.

Mais, au fond, Elio Di Rupo est-il vraiment le « Patron » ?

Le « Patron », normalement, au PS, c'est Emile Vandervelde. Un nom si grand

qu'un toponyme universel : il y a, presque dans chaque village de Wallonie et dans chaque commune de Bruxelles, une rue, une place, un square, une station Emile Vandervelde. Une figure si large de ce socialisme soluble dans l'odonymie qu'il hante le PS jusqu'à l'obsession. Emile Vandervelde, au PS, ce n'est pas que ce couvre-chef qui se transmet. C'est aussi ce centre d'études que l'on constitue, ce bar provisoire que l'on baptise « Chez Emile ». C'est ce référent, permanent jusqu'à l'annoncement. C'est ce totem, incantatoire jusqu'au fétichisme, c'est, enfin, ce « comme Vandervelde ! » que jetait, tout un temps, Elio Di Rupo aux journalistes qui lui demandaient comment il voyait finir sa présidence. Protégé par ce totemique bouclier, le président se ménageait un confortable, pensait-il, refuge rhétorique. Purement rhétorique, même, parce que de ce qu'Elio Di Rupo pense, derrière l'incantation, de son illustre prédécesseur, les historiens de demain ne sauront que cette généralité fort pâle, extraite du livre d'entretiens qu'il publia aux éditions Racine, en 2011 : « Etre à gauche, c'est souvent aller à rebrousse-

poil : Mitterrand avec la peine de mort en est un exemple éclatant. Emile Vandervelde, le Jaurès belge, dénonçant le travail forcé ou instaurant le suffrage universel, en est un autre », y répondait-il au journaliste Francis Van de Woestyne. Le *Vif/L'Express* a voulu en savoir plus sur sa relation à Vandervelde. Il a accepté. Puis il a refusé. Il avait trop de choses à faire pour le moment, nous a-t-on dit au boulevard de l'Empereur, que se pencher sur la vie et la pensée de ce « Patron » mort il y a quatre-vingts ans et auquel il aime pourtant tant se parangonner.

Parce qu'au fait, Elio Di Rupo sait-il vraiment qui est le « Patron » ?

Bien sûr, Elio Di Rupo et Emile Vandervelde auront longtemps incarné jusqu'à le résumer un Parti socialiste qu'ils auront dirigé pendant des lustres. Avec une remarquable constance, leurs critiques les ont accusés tous deux de renoncer à leurs valeurs par opportunisme ministériel tandis que les deux, le Vandervelde de 1916 comme le Di Rupo de 2011, justifiaient de la nécessité de sauver une Belgique en danger. Et les pétards et les huées portés par certains manifestants du 6 novembre 2014 à celui qui venait à peine de quitter le 16, rue de la Loi et qui, déjà, descendait dans la rue pour contester un gouvernement à peine formé ne résonnaient-ils pas comme ces insultes du lundi 11 juillet 1932, lancées par plusieurs centaines de communistes en colère à un Vandervelde retranché dans le Palais du peuple de Charleroi, coupable « de se rincer le gosier pendant que les ouvriers crèvent de faim », comme on le lisait dans la presse parisienne ? Mais Elio Di Rupo, orphelin d'un prolétaire italien, venu aux lectures par le socialisme, sait-il qu'Emile Vandervelde, fils d'un avocat libéral, venu au socialisme par ses lectures, se dit marxiste jusqu'au bout ? Qu'Emile Vandervelde défendit,

contre son parti, la constitution du Congo en colonie belge ? Qu'il prône, contre l'avis de nombreux socialistes juifs eux-mêmes, l'installation d'un foyer juif en Palestine ? Qu'il soutint, jusqu'au bout, que ses nombreux écrits et toute son action devait aider à l'édification d'une société socialiste, « incompatible avec le régime capitaliste, qui divise la société en deux classes nécessairement antagonistes », comme Vandervelde l'écrivit dans cette Charte de Quaregnon que le « Chantier des idées » de Di Rupo envisagea, un temps, de définitivement ranger dans la réserve précieuse de l'IEV, l'institut Emile Vandervelde ? Se rend-il compte, Elio Di Rupo, que terminer « comme Vandervelde ! », c'était se faire encoigner par deux socialistes à la fois plus à droite et plus jeunes que lui, comme le furent Henri de Man et Paul-Henri Spaak pour le « Patron » ?

Mais après tout, Elio Di Rupo est-il vraiment le patron ?

Le patron, normalement, au PS, c'est Elio Di Rupo. Mais au bureau de parti, un lundi de décembre 2018, Elio Di Rupo n'est plus Premier ministre depuis longtemps. Le parti qu'il préside depuis 1999 espère quitter l'opposition fédérale, et Paul Magnette, plus jeune mais pas nécessairement plus à gauche, s'apprête à prendre les clés d'un bureau présidentiel que le Carolorégien compte complètement ravaler d'ici à un an. Plus jeune et plus à droite que lui, Nicolas Martin l'a déjà contraint à céder son mayorat de Mons, et la transition nationale ne sera pas moins douloureuse que la montoise. Dans *Le Soir* du lundi 3 décembre, Paul Magnette a critiqué la décision d'Elio Di Rupo d'annoncer sa candidature comme tête de liste aux législatives dans le Hainaut, comme sortie du chapeau patronal : « On a vu que, dans les heures qui ont suivi, cela a suscité un certain nom-

bre de réactions », a-t-il expliqué. Et si, lundi 3 décembre, ni en bureau du parti, ni au G9 convoqué à la hâte après « ce certain nombre de réactions » personne n'a osé prendre la parole, *off the record*, les courageux anonymes se déchaînent. Ceux qui, comme ce preux parlementaire, voudraient « discuter de la sortie de Mugabe à la RTBF », et ceux qui, comme cet autre impavide membre du

bureau du parti, estiment que « la seule différence entre Bouteflika et Di Rupo, c'est que Bouteflika, lui, il n'a pas conscience qu'il est candidat ni qu'il finit par nuire à son parti ». C'est, au fait, après tout et au fond, la question que certains socialistes se posent sans oser le dire :

Elio Di Rupo pense-t-il vraiment qu'il est encore le patron ? ■